

## ÉCONOMIE

### La sortie de crise est-elle pour demain ?

# Une longue route cahoteuse

Par **JEAN-CHRISTOPHE MOUNICQ** économiste

**A** lire certains, qui s'appuient sur des indicateurs moins mauvais que prévu, le pire de la crise serait derrière nous. Les grands argentiers du monde ne partagent pas cet optimisme. Le 7 septembre, Jean-Claude Trichet déclarait : « *Il n'est pas exclu que nous ayons devant nous une route cahoteuse.* »

Le président de la Banque centrale européenne connaît les lourdes menaces structurelles pointées dans son bulletin mensuel d'août : « *Des inquiétudes subsistent quant à une interaction négative plus forte ou de plus longue durée entre l'économie réelle et les perturbations affectant les marchés financiers, à de nouvelles hausses des cours du pétrole et des autres matières premières, à l'intensification des pressions protectionnistes, à des évolutions plus défavorables que prévu des marchés du travail et, enfin, à des développements négatifs de l'économie internationale liés à une correction brutale des déséquilibres mondiaux.* » De multiples obstacles peuvent faire trébucher l'économie : faillites bancaires, restrictions du crédit, hausses des matières premières, mises en place de mesures protectionnistes, hausses du chômage structurel, reconstitution de l'épargne détruite, etc. Or, ces évolutions sont à l'œuvre. Si une seule prenait trop d'ampleur, ce serait la rechute.

**L**a reprise sera timide et ne sera pas nécessairement génératrice d'emplois, a averti Dominique Strauss-Kahn, le 4 septembre, à la conférence annuelle de la Bundesbank. Le directeur général du Fonds monétaire international s'est dit préoccupé : « *Je m'inquiète des coûts sociaux et économiques d'un chômage qui est élevé et le restera en dépit de la stabilisation des marchés financiers et de la production.* » Il a jugé le travail visant à préserver la « *viabilité* » des finances publiques « *de la plus haute importance* », compte tenu notamment du vieillissement de la population qui représentera « *plus de dix fois le coût budgétaire de la crise.* » Viabilité : le terme est fort. Il renvoie ni plus ni moins à la survie des États-providence et principalement aux systèmes de retraite. Développés après la Seconde Guerre mondiale, ils n'ont jamais connu une telle crise. Comment maintenir les dépenses sociales quand les recettes s'effondrent ? Par quel miracle les ouvriers, ingénieurs et autres travailleurs licenciés seraient-ils les seuls touchés par la crise ? Les richesses que le secteur privé ne

créé plus ne peuvent plus être redistribuées ni aux retraités, ni aux fonctionnaires, ni aux chômeurs, ni aux assistés divers et variés. Des producteurs disparaissent et les pays s'appauvrissent : l'immense majorité des habitants de la planète en pâtira. Les Français aussi.

« *Je suis à la tête d'un État qui est en situation de faillite*

COLL. PARTICULIÈRE  
sur le plan financier », eut le courage de révéler François Fillon, en septembre 2007, un an avant le début de cette grande crise. Aujourd'hui, avec des recettes fiscales qui s'effondrent au rythme de l'économie, la situation a empiré. Nos États, déjà incapables de rembourser leurs dettes en période d'expansion planétaire, sont au bord du gouffre. « *La Belgique est en état de faillite virtuelle* », vient de déclarer son ministre du Budget, Guy Vanhengel. La situation n'est pas beaucoup plus reluisante en Grande-Bretagne, en Italie, au Japon, aux États-Unis ou en France. Les principales menaces mondiales sont résumées dans les dernières « *Perspectives de l'économie mondiale* » du FMI : « *Les systèmes financiers restent affaiblis, le soutien fourni par les pouvoirs publics va diminuer peu à peu et les ménages des pays qui ont subi l'effondrement des prix des actifs vont reconstituer leur épargne.* »



**Le temps des plans de relance étatiques touche à sa fin. Place à la reconstitution du capital.**

**L**e temps des plans étatiques keynésiens de relance de la consommation touche à sa fin. Place à la reconstitution du capital. Elle seule permettra, à terme, un redémarrage solide de l'économie. Après un quart de siècle

de taux bas, de surconsommation et de surinvestissement à crédit, vient la période des vaches maigres. Le calvaire des baby-boomers ne fait que commencer. Ils devront consommer moins et épargner plus. L'éditorialiste financier du *Daily Telegraph*, Ambrose Evans-Pritchard, parie sur un quart de siècle de pénitence. C'est possible. Quels États-providence y résisteraient financièrement ? Le calvaire sera aussi et surtout celui des politiques. S'ils veulent éviter la faillite des États et des systèmes sociaux, la ruine des épargnants et l'effondrement économique, ils devront expliquer à tous ceux qui vivent de l'argent public que les systèmes socialistes de redistribution, qu'ils ont construits, ne sont pas « *viables* » et doivent subir une sévère cure d'austérité. Souhaitons-leur bon courage. Jamais une génération n'en a eu autant besoin.